



Syndicats Nationaux des P2E et des ITPECT

**CARTEL DES SECTIONS FORCE  
OUVRIÈRE  
DE LA DIR-EST**

Mesdames et Messieurs,

Depuis le 29 octobre 2018 et l'accord de Matignon pour la création de la Collectivité Européenne d'Alsace nous n'avons aucune information formelle sur notre avenir. Nous ne connaissons pas nos futures conditions de travail, nos futures rémunérations et notre future organisation. Nous et nos familles avons construit nos vies sur nos situations actuelles. Dans moins d'un an, tout cela semble être remis en question sans que nous soyons informés et sans que nous puissions en être acteurs.

Nous avons tenté de discuter mais sans résultat.

Avant le 02 août 2019 et la promulgation de la loi on nous demandait d'attendre celle-ci. Une fois cette loi votée et sans nouvelle de nos employeurs, Force Ouvrière a demandé à rencontrer les élus par courrier du 22 août 2019. Cette réunion a finalement eu lieu le 14 octobre dernier non sans avoir dû alerter notre direction à plusieurs reprises de l'absence de réponse. A cette réunion nous vous avons transmis une liste de questions pour lesquelles nous n'avons à ce jour obtenu aucune réponse.

Le 6 décembre dernier alors que nous avons été invités (certes par erreur) à une réunion de concertation sur la CEA, les élus nous ont demandé de quitter la salle sous prétexte que nous allions polluer la réunion. Nous tenons à vous informer que nous ne sommes pas des déchets et que nous ne polluons ni l'environnement ni les réunions. Jusqu'à preuve du contraire Force Ouvrière DIR Est a toujours été constructif et a su concilier l'intérêt des personnels et de notre employeur dans un dialogue sain et serein. Nous pensons que nos directeurs peuvent en témoigner.

Suite à cette réunion et en désespoir de cause, car toujours sans réponse à nos différents courriers, Force Ouvrière a dû adresser un courrier d'alerte au Préfet de Région. Ce courrier nous a permis d'ouvrir le dialogue. Ainsi, subtilement, vous avez souhaité nous rencontrer hier et nous avons répondu présent.

A cette réunion, Force Ouvrière vous a rappelé nos doléances du 14 octobre dernier. Nous vous avons rappelé notre souhait que les représentants du personnel de la DIR Est soient associés formellement aux instances de concertation, de manière à construire collectivement notre futur service.

En ce qui concerne la réunion d'aujourd'hui, nous regrettons une nouvelle fois qu'il ait fallu se battre pour que nous puissions nous réunir ici même.

Si nous avons dû nous déplacer à l'Hôtel du département, nous ne serions pas venus en véhicule de service, car à cette heure-ci la circulation est plus que difficile dans notre belle ville de Strasbourg. Nous vous en avons informés. Nous aurions donc marché jusqu'à l'hôtel du département... Visiblement cette perspective, associée à notre communiqué de presse, n'était pas souhaité par les élus. Nous en prenons acte.

Nous sommes donc heureux que vous ayez fait le chemin jusque dans nos locaux et nous vous en remercions. Nous regrettons que les élus n'aient pas souhaité se joindre à nous. Nous nous excusons si vous avez dû bousculer vos agendas, mais nous estimons que l'avenir des 180 agents de la DIR Est méritait bien

cela.

De notre point de vue, la venue des élus aurait été un acte symbolique permettant de toucher le plus grand nombre d'agents et de véhiculer un message important de construction de notre futur service.

Cette venue aurait été en accord avec la promesse des élus tenus le 14 octobre dernier de "venir à notre rencontre". Ces réunions auraient été une opportunité pour ces derniers de traduire leurs promesses par des actes.

Nous sommes conscients que leur absence, ce jour, est une posture et un geste politique. Nous ne souhaitons pas rentrer en conflit avec notre futur employeur c'est pourquoi nous avons annulé notre marche suite à votre venue. Il est important de rappeler que nous sommes apolitiques et que nous désirons uniquement discuter avec nos futurs employeurs dans un esprit constructif.

Néanmoins, aujourd'hui nous tenons à vous réaffirmer notre désaccord sur votre façon de mener le dialogue social avec vos futurs agents. Nous ne sommes pas des déchets, nous avons des familles, nous sommes, nous aussi, Alsaciens de naissance ou d'adoption !!! Au travers de vos publications nous avons constaté que vous communiquez plus sur la CEA avec les autorités allemandes et suisses qu'avec vos futurs agents !

Nous ne voulons que des réponses concrètes et des engagements fermes et formels sur notre avenir. Nous ne demandons rien de plus que de conserver nos métiers, nos revenus, nos perspectives d'évolution et notre lieu de travail. En somme nous vous demandons un avenir !

Nous espérons donc que vous avez mandat pour nous donner des réponses et que l'absence des élus ne compromettra pas ce que vous pouvez nous dire. Vous êtes en possession de nos questions depuis le 14 octobre dernier. Il serait difficilement acceptable de nous entendre dire « on ne peut pas vous répondre nous devons demander aux élus ».